

CHAPITRE II

La demande des pays du Moyen-orient OPEP

1 - Capacité financière et potentiel industriel du Moyen-Orient OPEP	39
— le surplus financier est un problème structurel	42
— les taux d'investissement étaient à leur maximum avant le second choc pétrolier	43
— les difficultés de développement d'industries de base exportatrices	45
2 - Les sept caractéristiques de la demande d'importations des pays du Moyen-Orient	49
— importance dominante de la demande liée au secteur Bâtiment et travaux publics	49
— mais pas d'effet d'entraînement sur l'amont de la filière BTP	52
— dynamisme de la demande d'importations de biens de consommation durables... ..	53
— et de la demande de biens d'équipement	53
— faiblesse générale des effets d'entraînement pour les biens primaires et intermédiaires	55
— place modeste de l'électronique professionnelle	55
— aperçus de la demande d'armements et de services	55
3 - Les fournisseurs les plus pressés du Moyen-Orient OPEP ..	57
— intensité des liens : les facteurs historiques et les facteurs économiques	57
— le Japon devient en 1974 le premier fournisseur	57
— les « autres pays en voie de développement » subissent un handicap supplémentaire	59
— le plus grand dynamisme commercial : Allemagne et NPI	59
4 - Les meilleures performances sectorielles	61
— percée japonaise sur les matériels de transport terrestre et maritime	61
— les Etats-Unis réalisent de bonnes performances pour l'aéronautique civile, la construction électrique et les télécommunications	61
— construction mécanique : la puissante position de l'Allemagne	62
— domination japonaise sur la sidérurgie	63
— France : des efforts trop dispersés	63
— NPI : une poussée très spécialisée	62
5 - Conclusion	66

Zone stratégique, le Moyen-Orient l'est à tant de titres qu'il paraît superflu d'insister sur ce point. Rappelons simplement d'une part que la multitude de tensions politiques et militaires qui affectent la région (révolution islamique en Iran, conflit entre l'Irak et l'Iran, conflit israélo-arabe, proximité de l'Union Soviétique) en font la zone de plus grande instabilité politique et militaire du monde, d'autre part que cette zone restait en 1979 avec 66 % de la production de l'OPEP le principal fournisseur en pétrole du monde non socialiste, l'Arabie Saoudite représentant à elle seule 31 % (cf. tableau 1) de ces approvisionnements.

Les événements qui secouent cette région depuis la Seconde Guerre mondiale sont fondamentalement liés à la volonté des pays de la région de maîtriser leur destin. Cette reconquête, qui se veut totale, s'est opérée et continue de s'opérer dans tous les domaines :

- économique, par la prise en main, plus ou moins progressive selon les pays, de l'extraction pétrolière, et par la volonté d'industrialisation qui s'exprime à travers les plans de développement ;
- politique et militaire, notamment par une diversification de leurs relations extérieures et de leurs approvisionnements en armements ;
- idéologique par un certain rejet des modèles occidentaux.

C'est en fonction de ces perspectives générales que l'on peut tenter de comprendre la logique de développement de la sous-zone Moyen-Orient OPEP. D'un côté cette zone possède les moyens financiers de réaliser un développement industriel rapide, de l'autre côté elle ne dispose pas encore aujourd'hui des bases minimales requises pour un tel développement ; les conséquences pour le reste du monde de cette contradiction structurelle seront essentiellement analysées à travers leur impact sur la formation de la demande internationale de biens.

1 - Capacité financière et potentiel industriel du Moyen-Orient OPEP

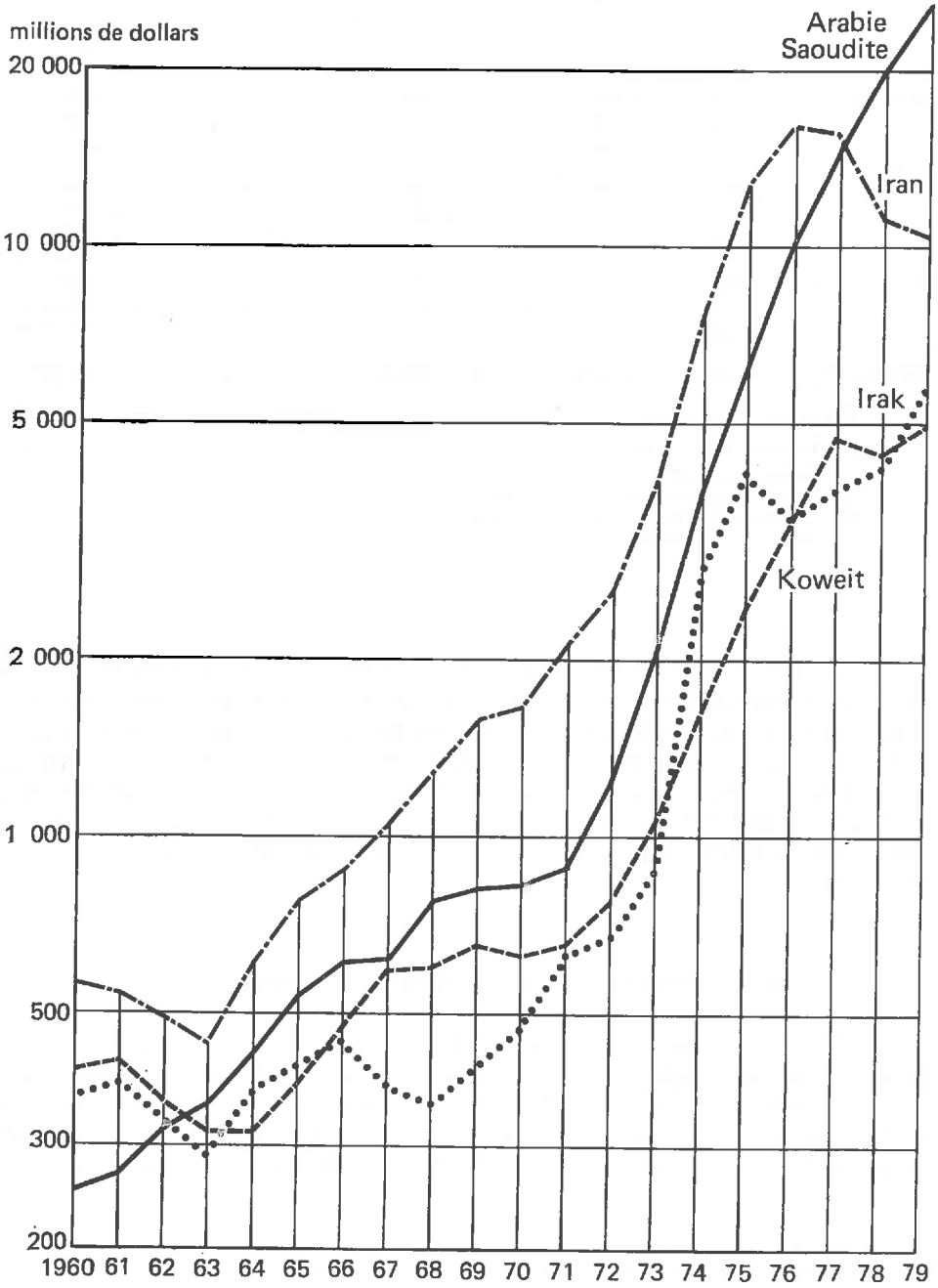
Depuis le premier choc pétrolier, les annonces fracassantes de projets de développement d'usines gigantesques dans les pays du Moyen-Orient OPEP n'ont cessé de se succéder. La capacité financière globale de la zone (seul l'Iran dont la balance courante était déficitaire avant 1973 faisait exception) paraissait telle qu'elle pouvait donner quelque crédit à ces vastes programmes.

TABLEAU 1 - Production et exportation de pétrole : la place du Moyen-Orient OPEP

Millions de barils	1967		1973		1977		1979		Partie consommée ou transformée sur place en 1977 (en %)
		%		%		%		%	
Arabie Saoudite	1 024,3	29,4	2 773	37,9	3 359	46,0	3 477	46,8	5,1
Iran	944	27,1	2 152	29,4	2 079	28,4	1 115	15,0	13,1
Irak	460	13,2	717	9,8	910	12,4	1 252	16,9	7,7
Koweït	912	26,2	1 103	15,1	720	9,9	916	12,3	6,7
Emirats Arabes Unis	140	4,0	556	7,6	735	10,0	668	9,0	4,5
Total de la zone Moyen-Orient OPEP	3 480	100,0	7 301	100,0	7 803	100,0	7 428	100,0	
Total OPEP	6 130		11 299	—	11 468	—	11 205	—	
% Moyen-Orient OPEP		56,7		64,6		68,0		66,2	

Sources : Petroleum Economist, octobre 1980 ; OPEC Annual Report 1978.

GRAPHIQUE 1 - Importations de quatre pays du Moyen-Orient OPEP



Source : FMI-IFS annuaire 1980

TABLEAU 2 - Balances courantes résumées
(millions de dollars courants)

	1968	1970	1973	1977
Arabie Saoudite (1)	+ 939	+ 1 260	+ 5 428	+ 25 729
(2)	- 814	- 925	- 2 334	- 7 547
(3)	+ 125	+ 335	+ 3 094	+ 18 182
Iran (1)	+ 507	+ 759	+ 2 137	+ 8 533
(2)	- 926	- 1 270	- 1 980	- 3 442
(3)	- 419	- 511	+ 157	+ 5 091
Irak (1)	+ 675	+ 635	+ 1 354	+ 5 702
(2)	- 496	- 536	- 544	(- 3 700) (e)
(3)	+ 179	+ 99	+ 810	(+ 2 002) (e)
Autres pays (*) (3)	(+ 330) (e)	(+ 820) (e)	(+ 2 655) (e)	(+ 11 315) (e)

Sources : Balance of payments yearbook et IFS (FMI).

(*) Emirats Arabes Unis, Qatar, Koweït, Bahreïn.

(e) Estimations CEPII.

(1) Balances commerciales (FOB-FOB).

(2) Balances des autres biens et services.

(3) Balances courantes.

En réalité un énorme écart s'est très rapidement creusé entre les plans de développement et leur réalisation, de nombreux projets ont été laissés sans suite, d'autres ont mis un temps très long pour aboutir à des résultats concrets, souvent beaucoup plus modestes que ce qui était prévu. Ce décalage devrait encore s'accroître du fait que l'Iran, pays où les objectifs initiaux ont été jusqu'en 1978 les moins mal tenus, apparaît, au moins pour l'avenir prévisible, hors d'état de continuer à jouer ce rôle de leader.

Le surplus financier est un problème structurel

Presque tous les experts étaient d'accord en 1973-1974 pour prévoir que ces pays ne pourraient transformer qu'une partie de leurs recettes pétrolières en achats de biens et services consommés ou utilisés dans ces zones elles-mêmes, du fait de ce qu'on a appelé une insuffisante capacité d'absorption (1). Ce concept de capacité d'absorp-

(1) Cf. les études menées par le GEPI, notamment : « La crise de l'énergie et le nouvel équilibre mondial 1974-1980 », juin 1974, et « La crise de l'échange international », juin 1975.

tion a été utilisé d'abord pour distinguer les pays qui pourraient dépenser leurs revenus extérieurs en raison de leur population importante, de ceux qui ne le pourraient pas du fait de leur faible population.

Dans les faits, cette distinction entre pays à forte ou à faible capacité d'absorption ne paraît pas opérationnelle, parce qu'elle est trop imprécise. Si la croissance des importations iraniennes a été la plus rapide de 1965 à 1972 (au cours de laquelle l'Iran a connu un déficit de ces opérations courantes, cf. tableau n° 2), à partir de 1973 au contraire c'est l'Arabie Saoudite qui a connu les plus forts taux d'accroissement de sa demande d'importation (graphique 1). *En termes de niveau d'importation* on peut ainsi dire que la capacité d'absorption de l'Arabie Saoudite a été la plus forte, tandis qu'*en termes financiers* il reste exact de dire que ses achats sont restés très en delà de ses possibilités (cf. tableau 2).

Une autre imprécision du concept utilisé provient de ce que le but poursuivi par la dépense en biens et services et les importations qui s'en déduisent n'est pas en général clairement désigné : développement, consommation ou armement. On tentera de privilégier les efforts consacrés au développement économique des régions concernées, c'est-à-dire la capacité d'absorption au service du développement.

Les taux d'investissement étaient à leur maximum avant le second choc pétrolier

La capacité d'absorption au service du développement, qui laisse de côté les dépenses d'armement et de « luxe », peut être définie comme le montant des investissements — mesuré par exemple par le ratio investissement/PIB — qui peut être réalisé avec un taux de rentabilité acceptable, l'offre de facteurs de production (au sens de main-d'œuvre et de capital, mais aussi, de qualification et de technologie) étant donnée.

Deux facteurs peuvent permettre d'accroître le potentiel de croissance :

— l'importation massive de main-d'œuvre, de qualification et d'origine diverses (c'est le cas des Emirats, ainsi en 1975, 73 % de la population active du Koweït était d'origine immigrée) ;

— la subvention des secteurs en développement.

Si l'on se réfère au tableau 3 on constate qu'à défaut d'avoir contribué uniformément à accélérer la croissance économique en volume de ces pays (2) la hausse des revenus pétroliers a eu pour effet de gonfler considérablement leur taux d'investissement ; ce taux atteint ou dépasse 30 %, c'est-à-dire *un niveau comparable ou supérieur à ceux des nouveaux pays industrialisés* (voir chapitre IV, tableau 1). Une telle performance ne semble pas pouvoir être durablement dépassée. Il semblerait donc qu'en termes de taux d'investissement les pays du Moyen-Orient OPEP aient réalisé le maximum de ce qu'ils pouvaient faire après le premier choc pétrolier, pour employer leurs ressources financières à développer leurs économies.

**TABLEAU 3 - Croissance et investissement
dans les pays du Moyen-Orient OPEP**

	1950-1960	1960-1973	aux prix de 1975				
			1974	1975	1976	1977	1978
Arabie Saoudite (a)	n.d.	10,4	15,0	0,3	8,5	15,1	5,6
(b)	12,4 (1)	14,4	8,5	12,8	20,5	25,1	30,0
Iran (a)	7,2	9,8	8,8	2,2	11,8	3,6	— 2,1
(b)	15,6 (2)	18,6	17,9	29,9	31,2	34,0	ND
Irak (a)	9,9	6,6	10,2	18,8	12,4	7,9	11,0
(b)	18,6	14,0	18,6	26,6	ND	ND	ND
Koweït (a)	7,6	7,0	— 11,4	— 11,4	6,4	— 3,7	7,4
(b)	13,0 (1)	13,3	5,0	7,6	12,5	25,9	ND
Emirats Arabes Unis . (a)	n.d.	n.d.	14,5	6,3	14,5	5,1	— 5,0
(b)	n.d.	n.d.	13,2	26,6	28,7	33,8	34,5

Sources : Banque mondiale, FMI.

(a) Taux de croissance annuel moyen du PIB à prix constants.

(b) Rapport FBCF sur PIB à prix courants.

(1) 1960.

(2) 1955-1960.

La gravité des déséquilibres mondiaux provient du gonflement considérable d'un déséquilibre ancien de la zone Moyen-Orient OPEP.

(2) Les fluctuations de la croissance du produit intérieur brut estimé aux prix de 1975 sont principalement produites par la croissance (ou la décroissance) de la production pétrolière qui occupe une place dominante dans ces économies.

Dans presque tous les pays de la zone, le problème des excédents (Iran excepté) date du début des années cinquante car les objectifs de développement ont toujours été en deçà des possibilités financières de la zone.

Le quadruplement du prix du pétrole a provoqué un choc psychologique pour les pays de cette zone. Si les planificateurs iraniens, irakiens ou saoudiens n'avaient pas prévu avant 1973 un accroissement aussi considérable de leurs ressources, il n'ont pas davantage anticipé, lorsqu'ils eurent conçu leurs nouveaux plans au cours de l'année 1974, que celles-ci foudraient rapidement au contact de la crise économique mondiale.

L'apparition de ressources financières considérables les mit au défi de réaliser un véritable développement économique de leur pays : des projets gigantesques manifestèrent alors la volonté de *créer une industrie exportatrice de biens à fort contenu en capital et en matières premières*, puisque — selon la théorie d'Heckscher-Ohlin enseignée dans les universités occidentales — un pays doit se spécialiser dans la production de biens qui exigent le plus l'utilisation des facteurs relativement abondants dans le pays.

Il y a eu trois failles dans ce raisonnement :

- 1) le facteur humain et social était complètement sous-estimé ;
- 2) la crise économique mondiale était ignorée ;
- 3) le capital financier était assimilé au capital physique et technologique.

Ce qui fera échouer en premier lieu de nombreux projets sera l'étude des débouchés sur les marchés mondiaux : en créant une industrie exportatrice il fallait devenir rentable au niveau international en se situant d'emblée dans des secteurs (raffinage, pétrochimie, métallurgie) atteints de plein fouet par le ralentissement tendanciel de la croissance économique dans les zones industrialisées.

L'importation de main-d'œuvre qualifiée étrangère ne suffit pas pour assimiler les technologies nouvelles.

Les difficultés de développement d'industries de base exportatrices

L'Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite a dès le départ eu la prudence de proposer des « joint-venture » aux compagnies avec lesquelles elle négociait la construc-

tion sur son territoire d'unités de production pour l'exportation de biens manufacturés. Ainsi voulait-elle que les firmes étrangères participent aux gains et aux pertes à venir. L'évolution du projet de construction d'un complexe sidérurgique géant est à cet égard particulièrement instructif.

L'existence de projets concernant la construction d'une industrie sidérurgique remonte bien avant le premier choc pétrolier (3). L'idée même d'implanter dans le pays des industries grandes consommatrices d'énergie (pétrole et gaz) paraît naturelle. A la mi-1976 des négociations ont lieu entre la Saudi Basic Industries Corporation et un consortium de sociétés américaines, japonaises et allemandes : le projet consisterait à importer du minerai de fer du Brésil, où l'une des compagnies américaines possède des gisements, en Arabie Saoudite, pour le transformer en fonte et éventuellement en acier. La capacité de production initiale prévue était de 3,5 millions de tonnes par an, alors que les besoins à moyen terme du royaume étaient estimés à moins de 800 000 tonnes par an.

La crise mondiale de surproduction d'acier, l'accroissement des coûts de transport, la volonté d'autonomie de nombreux pays en voie d'industrialisation rapide, ont fait échouer le projet initial qui s'est finalement transformé en 1978 en un projet quatre fois plus modeste, ramenant ainsi la taille du projet aux besoins internes du royaume.

Cet exemple met en lumière deux caractéristiques du mécanisme de prise de décision en Arabie Saoudite :

- c'est un processus long (cinq années) ;
- le rôle des compagnies étrangères paraît en fin de compte décisif pour juger de la rentabilité économique des projets de développement d'activités tournées vers l'exportation (*de même que ce rôle serait aussi décisif dans la distribution et la commercialisation de ces produits*).

De nombreux autres grands projets touchant le raffinage du pétrole et la construction d'une pétrochimie ont subi des sorts analogues : de 1973 à 1978 la production de produits raffinés ne s'était accrue que de 3,2 % par an.

La faible capacité d'absorption de l'Irak (4)

Lorsqu'il s'agit de classer les pays de l'OPEP entre ceux qui ont une forte capacité d'absorption et les pays à faible capacité, l'Irak est

(3) Cf. Louis Turner et James M. Bedone : « Middle East Industrialisation », Royal Institute of International Affairs, Londres (1979).

(5) Cf. Kadhim A. Al-Eyd : « Oil revenues and accelerated growth », Praeger, New York (1979).

en général classé dans la première catégorie. Or de 1950 à 1973, malgré une croissance globale assez forte, ce pays a toujours été en situation fortement excédentaire. Non seulement la croissance économique aurait pu être beaucoup plus forte, mais encore les huit plans ou programmes économiques qui ont été mis au point de 1951 à 1974 prévoyaient un développement beaucoup plus rapide de l'économie dans son ensemble et dans tous les secteurs. En moyenne ces plans n'ont été exécutés qu'à moins de 60 %.

Les tentatives de bilan du développement de l'Irak mettent en avant deux causes pour expliquer ce décalage :

— les délais d'exécution des projets sont toujours sous-estimés, ce qui peut en partie s'expliquer par l'action de phénomènes bureaucratiques ;

— la qualification de la main-d'œuvre est insuffisante.

Une troisième cause peut être avancée — elle concerne l'action des compagnies pétrolières. Celles-ci en effet n'ont participé que le moins possible au développement de ce pays. Elles n'ont pas créé d'unités de production de produits raffinés autres que celles qui étaient nécessaires à leurs propres besoins ; les besoins internes de l'Irak étaient couverts par l'importation !

A priori les blocages qui avaient entravé l'économie irakienne n'avaient pas de raisons de disparaître sous l'effet de la hausse des prix du pétrole.

L'ampleur même des excédents attendus et la nationalisation des compagnies pétrolières se sont conjuguées pour inciter les pouvoirs publics irakiens à mettre sur pied une stratégie de développement ambitieuse, ainsi qu'en témoignent l'accélération de la croissance de l'extraction pétrolière et la hausse du taux d'investissement. Malgré ces efforts le graphique 1 montre que la croissance de la demande d'importation de l'Irak demeure l'une des plus faibles de la région.

Du point de vue de la demande intérieure, il semble (dans la mesure où l'on peut se fier aux statistiques rares et un peu anciennes) que ce soient les secteurs gouvernementaux (y compris la Défense nationale) et la construction de logements qui ont été en fin de compte les éléments moteurs de la croissance.

Les ambitions iraniennes (5)

Sans nul doute le potentiel de croissance le plus grand était celui de l'Iran dont les efforts en vue de la construction d'une industrie nationale indépendante sont les plus anciens. Sans nul doute c'est aussi le pays qui possède de beaucoup le plus grand marché intérieur pour envisager d'y créer une industrie relativement efficace. Sans nul doute enfin le développement de ce pays était en avance sur ceux de l'Irak et de l'Arabie Saoudite ; ainsi la part du pétrole brut utilisé ou transformé sur place correspondait-elle au double de celle des autres grands pays producteurs de brut de la zone.

Ainsi une stratégie de développement d'une industrie locale à destination principalement d'un marché intérieur en pleine croissance avait-elle quelque chance de constituer la base sur laquelle une industrie exportatrice aurait pu, grâce à l'expérience acquise, progressivement se mettre en place vers la fin des années 80.

A la différence des autres pays, beaucoup de projets industriels ont été réellement mis en route sinon même achevés en 1978. En particulier dans le domaine du raffinage et de la pétrochimie.

Le souci de l'après-pétrole explique aussi le début des efforts dans les domaines de l'énergie nucléaire, des composants électroniques et des industries automobiles.

Cependant l'ensemble de ces projets ne suffisant pas à épuiser la capacité de financement de l'Iran, ce pays s'est engagé dans une ambitieuse politique d'investissements industriels, sous forme de joint-venture dans certains pays comme la Corée du Sud et l'Afrique du Sud d'une part, sous forme de prise de participation dans des entreprises occidentales en difficulté d'autre part. Acquérir une connaissance de certains marchés étrangers et une certaine maîtrise des techniques de production était sans doute des objectifs sous-tendant une telle stratégie. C'était reconnaître implicitement les limites existant au développement interne de l'Iran.

Les événements actuels montrent sans doute que la barre avait encore été fixée trop haut.

Du survol des projets de développement des trois grands pays de la région, il ressort que ces pays butent sur des goulets de développement que ne pourront être éliminés qu'à long terme. En particulier il n'est pas sûr que le développement sur une grande échelle d'industries de base,

(5) Cf. Louis Turner, *op. cit.*

dont la production serait principalement destinée à l'exportation, puisse être concrétisé dans les quelques années qui suivent le second choc pétrolier.

2 - Les sept caractéristiques de la demande d'importations du Moyen-Orient OPEP

La compréhension de ce phénomène est fondamentale pour rendre compte des particularités de la formation de la demande d'importation des pays du Moyen-Orient OPEP.

L'analyse de la demande d'importation de biens non énergétiques est menée en supposant que celle-ci est proche de l'évolution de la demande intérieure ; cette hypothèse se justifie dans la mesure où la production intérieure de biens est quasi-inexistante localement — sauf pour quelques produits primaires — ou hors d'état de répondre à un tel emballement général de la demande : ainsi, par exemple, l'Arabie Saoudite dont la production de ciment représentait 78 % de la demande intérieure en 1973 ne couvrait plus que 21 % de ses besoins en 1978.

Pour chaque catégorie de biens non énergétiques a été calculée la croissance des importations de la zone Moyen-Orient OPEP relativement à la croissance de la demande internationale d'importation pour la période 1973-1977 (6). Ainsi un taux de croissance relatif de 4 signifie-t-il que la croissance de la demande de cette zone a été 4 fois plus dynamique que celle de l'ensemble des pays du monde (y compris elle-même). Puis ces branches ont été classées selon leur dynamisme relatif (*cf.* tableau 4).

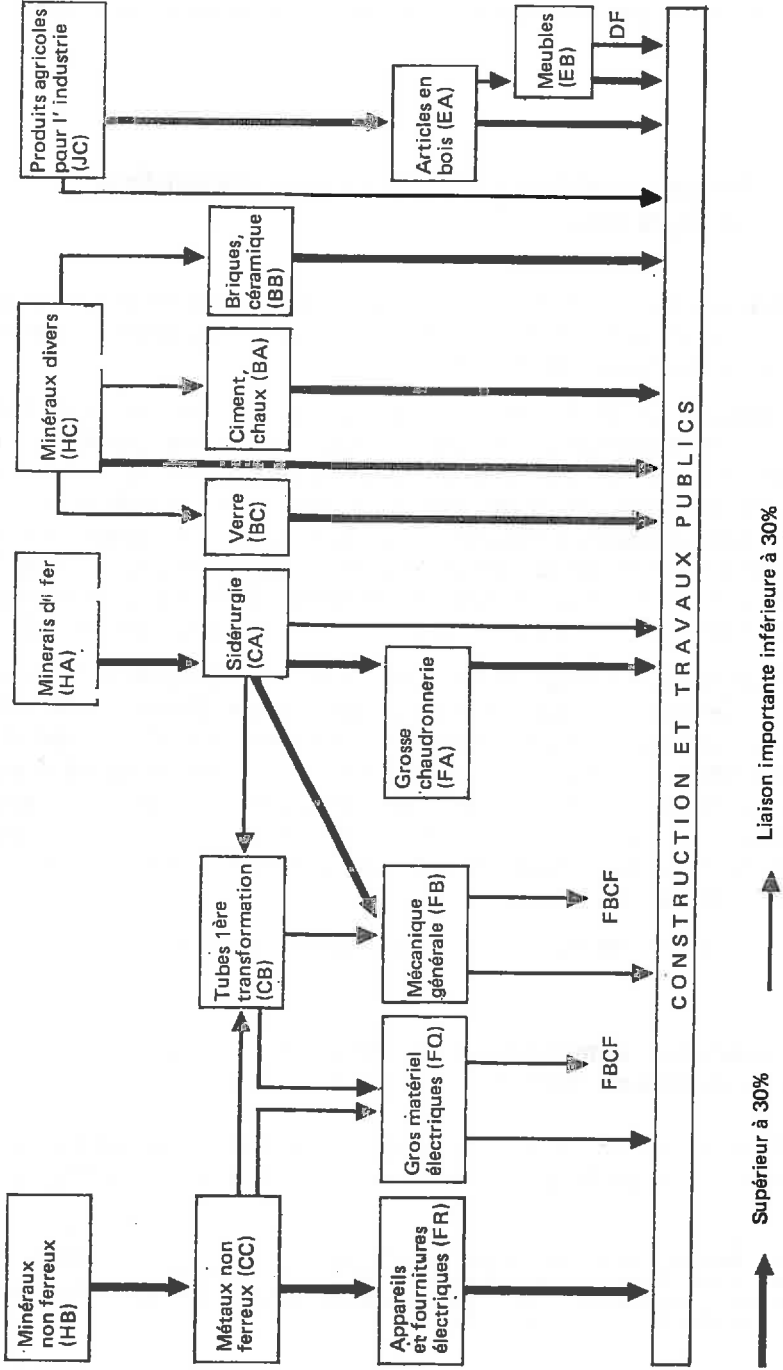
Cette première approche révèle quatre caractéristiques :

Importance dominante de la demande liée au secteur Bâtiment et Travaux Publics

Ainsi en amont la demande relative est-elle particulièrement vive pour les articles en bois, la grosse chaudronnerie, le ciment, la chaux

(6) Deux arguments justifient ce mode de calcul : les niveaux d'importations avant 1973 étaient souvent trop faibles pour que la comparaison des taux de croissance avant et après 1973 soit significative ; les résultats obtenus pour la période 1973-1977 sont suffisamment stables par rapport aux périodes 1973-1975 ou 1973-1978.

GRAPHIQUE 2 - Schéma de la filière Construction et Travaux Publics



**TABEAU 4 - Les importations du Moyen-Orient OPEP
les plus dynamiques (1973-1977)**

Code CHELEM	
EA	Articles en bois (7,0)
KH	Boissons (5,0)
FA	Produits de la grosse chaudronnerie (4,5)
KD	Conserves de viande (4,3)
BA	Ciment, chaux et plâtre (4,0)
EB	Meubles et accessoires (4,0)
KC	Viandes, volailles et poissons (3,9)
FV	Navires et bateaux (3,8)
BB	Céramiques, tuiles et briques (3,7)
FE	Machines-outils (3,5)
FQ	Gros matériel électrique (3,3)
GH	Articles en matières plastiques (3,2)
DD	Tapis et autres textiles à usage final (3,0)
FG	Machines spécialisées pour des industries particulières (2,9)
ED	Produits de l'imprimerie, de l'édition et de la polygraphie (2,8)
DB	Vêtements de confection (2,7)
FK	Appareils d'optique, de photographie et de cinéma (2,7)
FR	Appareils et fournitures électriques (2,7)
FW	Produits de la construction aéronautique et spatiale (2,7)
BC	Verres, vitres et verreries (2,7)
EE	Articles manufacturés divers nda (*) (2,6)
CC	Métaux non ferreux (2,5)
FM	Produits de l'électronique grand public (2,4)
FP	Appareils électroménagers (2,4)
FT	Automobiles particulières, motocycles, cycles (2,3)
FU	Véhicules utilitaires (2,3)
GB	Engrais et produits chimiques pour l'agriculture (2,1)
FB	Articles métalliques et produits de la mécanique générale (2,1)
FC	Moteurs, turbines, pompes et machines nda (*) (2,0)
JC	Produits agricoles destinés à l'industrie (2,0)
FF	Appareils de manutention et d'extraction, machines utilisées pour la construction (1,7)
JA	Céréales (1,7)
DE	Conserves de fruits et légumes, aliments divers nda (1,5)
FN	Matériel de télécommunication (1,4)
KG	Aliments pour animaux (1,4)
DC	Vêtements de bonneterie (1,3)
FO	Machines pour le bureau et l'informatique (1,3)

Source : CHELEM-CEPII.

Note : Croissance des importations du Moyen-Orient OPEP / croissance des importations mondiales.

Les codes en gras correspondent aux catégories liées au BTP.

(*) nda : non déterminés ailleurs.

DE	Culrs, fourrures et chaussures (1,2)
FI	Appareils et instruments de mesure et de précision (1,2)
FJ	Horlogerie (1,2)
KA	Produits à base de céréales (1,1)
FD	Machines et matériel agricoles (1,0)
GD	Peintures, laques, vernis et colorants (1,0)
KB	Corps gras animaux et végétaux (1,0)
KI	Tabacs manufacturés (1,0)
DA	Produits à base de céréales (0,9)
EC	Pâtes à papier, papier et cartons (0,9)
CB	Tubes et autres produits de la première transformation du fer, de la fonte et de l'acier (0,8)
GE	Produits de toilette, savons et parfums (0,8)
JB	Autres produits agricoles destinés à l'alimentation (0,8)
CA	Produits sidérurgiques (0,7)
FS	Éléments de véhicules automobiles (0,7)
GF	Produits pharmaceutiques (0,7)
GG	Plastiques, fibres et résines (0,6)
GI	Articles en caoutchouc (0,6)
GC	Produits de la chimie organique de base (0,4)
FL	Composants électroniques (— 0,1)
GA	Produits de la chimie minérale de base (— 0,1)
KF	Sucres, chocolats et produits de la confiserie (— 0,2)
HA	Minerais de fer NS
HB	Minerais métalliques non ferreux NS
HC	Minerais bruts nda NS

et le plâtre, les tuiles et briques, le gros matériel électrique, les appareils et fournitures électriques, les verres, etc.

De même en aval la demande des meubles et des tapis bénéficie du dynamisme de la construction.

Mais pas d'effet d'entraînement sur l'amont de la filière BTP

Cette demande de BTP n'a pas eu de répercussion sur la demande intérieure en amont de la filière. Ainsi la demande d'acier qui se situe à un stade antérieur à celui de la grosse chaudronnerie et des produits de la première transformation de l'acier, reste-t-elle peu dynamique, la demande de minerais de fer reste insignifiante (cf. tableau 5) alors que les pays en question ne possèdent pas de mines de fer importantes. De même malgré le développement de la demande des diverses sortes de matériaux de construction (verre, ciment, brique, etc.), cela n'a pas d'effet en amont sur la demande de minéraux divers qui reste quasi nulle.

Dynamisme de la demande d'importations de biens de consommation durables...

Cette demande porte sur des catégories de biens relativement sophistiqués : optique-photo, électronique grand public, électroménager, automobiles particulières. Dans un autre domaine la hausse vive de la consommation de viande et de boissons peut être rattachée au même phénomène. La hausse des revenus des particuliers et l'importance des flux d'immigration contribuent à gonfler la demande finale des ménages.

... et de la demande de biens d'équipements

Enfin, bien entendu, on constate une *vive hausse de la croissance de la demande de biens d'équipements* de toutes sortes : matériels de transport, machines-outils et machines pour industries spécialisées.

La première conclusion qui se dégage des remarques précédentes est que l'accroissement de la demande d'importations touche en priorité des biens qui ont une destination finale (investissement ou consommation des ménages).

L'analyse de la structure de cette demande nous permettra de compléter cette image (tableau 5) et de confirmer la faiblesse du tissu industriel du Moyen-Orient OPEP.

TABLEAU 5 - Les importations de la zone Moyen-Orient OPEP de 1977 classées selon leur importance décroissante (*) en millions de dollars

FC	Moteurs, turbines, pompes et machines nda	3 481
FU	Véhicules utilitaires et autres matériels de transport terrestre	2 267
FR	Appareils et fournitures électriques	2 070
FA	Produits de la grosse chaudronnerie	1 869
FG	Machines spécialisées pour des industries particulières	1 793
FB	Articles métalliques et produits de la mécanique générale	1 733
FF	Appareils de manutention et d'extraction, machines utilisées pour la construction	1 720
FT	Automobiles particulières, motocycles, cycles	1 630
FW	Produits de la construction aéronautique et spatiale	1 342
CA	Produits sidérurgiques	1 323
DA	Produits de la filature et du tissage	1 217
FV	Navires et bateaux	1 093
FQ	Gros matériel électrique	1 086
CB	Tubes et autres produits de la première transformation du fer, de la fonte et de l'acier	946
JA	Céréales	901

FN	Matériel de télécommunication	848
EE	Articles manufacturés divers nda	841
JB	Autres produits agricoles destinés à l'alimentation	724
FS	Eléments de véhicules automobiles	676
KB	Corps gras animaux et végétaux	594
FM	Produits de l'électronique grand public	589
GG	Plastiques, fibres et résines	583
BA	Ciment, chaux et plâtre	570
DD	Tapis et autres textiles à usage final	537
EB	Meubles et accessoires	475
EA	Articles en bois	463
FI	Appareils et instruments de mesure et de précision	457
FE	Machines-outils	430
GF	Produits pharmaceutiques	420
KC	Viandes, volailles et poissons	413
FP	Appareils électroménagers	403
FJ	Horlogerie	399
DB	Vêtements de confection	397
BB	Céramiques, tuiles et briques	395
CC	Métaux non ferreux	369
GE	Produits de toilette, savons et parfums	357
GI	Articles en caoutchouc	337
EC	Pâtes à papier, papiers et cartons	330
JC	Produits agricoles destinés à l'industrie	322
KF	Sucres, chocolats et produits de la confiserie	304
FD	Machines et matériel agricoles	286
KI	Tabacs manufacturés	278
GC	Produits de la chimie organique de base	219
KE	Conserves de fruits et légumes, aliments divers nda	209
KH	Boisson	206
GD	Peintures, laques, vernis et colorants	204
GH	Articles en matières plastiques	193
KA	Produits à base de céréales	192
BC	Verres, vitres et verreries	189
DE	Cuir, fourrures et chaussures	185
FK	Appareil d'optique, de photographie et de cinéma	177
GA	Produits de la chimie minérale de base	142
FO	Machines pour le bureau et l'informatique	136
DC	Vêtements de bonneterie	135
ED	Produits de l'imprimerie, de l'édition et de la polygraphie	107
GB	Engrais et produits chimiques pour l'agriculture	107
KG	Aliments pour animaux	94
HC	Minéraux bruts nda	86
KD	Conserves de viandes, volailles et poissons	86
FL	Composants électroniques	19
HA	Minerais de fer	5
HB	Minerais métalliques non ferreux	5

(*) Les importations énergétiques qui correspondent principalement à des échanges intra-zone ou à des opérations de ravitaillement ont été exclues du classement. Les achats d'armement sont exclus pour la plus grande partie.

Source : CHELEM-CEPII.

Faiblesse générale des effets d'entraînement sur la demande de biens primaires ou intermédiaires

Alors que la demande de biens d'équipement occupe une part très nettement dominante dans la demande d'importations du Moyen-Orient OPEP, on ne peut qu'être frappé *a contrario* de la faiblesse des importations de produits primaires destinés à l'industrie, de produits de base et produits intermédiaires de la filière métallique (absence d'effet d'entraînement), de produits de base et de produits intermédiaires de la chimie. Non seulement cette demande est faible mais de plus elle ne donne pas de signe de rattrapage puisque la demande pour ces catégories ne manifeste pas de dynamisme particulier.

Enfin la modestie, tant en niveau qu'en variation, de la demande de composants électroniques et de machines pour le bureau et l'informatique offre un des plus forts contrastes avec la demande internationale

Ces diverses absences révèlent bien le stade de développement des économies du Moyen-Orient OPEP :

La priorité a dû être mise sur le développement des infrastructures portuaires et routières qui constituaient le premier goulet d'étranglement physique pour le développement des importations. Un effet induit de la croissance des importations combiné à la capacité financière a incité les pays à constituer leur propre flotte maritime et aérienne.

L'urbanisation rapide des populations autochtones et l'accroissement des populations immigrées d'une part, la mise en place d'activités industrielles ou de services d'autre part impliquent également le développement préalable de la construction de logements et de bâtiments.

Enfin, la faiblesse initiale du tissu industriel et la volonté de construire une industrie de transformation rendent compte simultanément de la part dominante tenue par les achats de biens de production et de la part faible des achats de biens intermédiaires.

Aperçus de la demande d'armements et de services

L'analyse sectorielle des achats du Moyen-Orient OPEP ne donnerait pas une vue complète de sa capacité d'absorption si l'on n'y ajoutait pas deux autres éléments fondamentaux :

Les achats de matériel militaire et les achats de services.

Il n'est malheureusement pas possible d'en donner une description très précise. Deux indicateurs ont été retenus :

— l'un, indirect, concerne les dépenses de défense nationale (cf. tableau 6).

— l'autre global : le solde du poste « autres biens et services » (cf. tableau 1) qui comprend aussi bien le matériel militaire, que les achats d'ingénierie ou le transfert de revenus des travailleurs immigrés.

TABLEAU 6 - Dépenses courantes de la défense nationale

	En millions de dollars courants					en % PIB			
	1960	1970	1973	1975	1979	1973	1975	1979	
Arabie Saoudite	50	387	1 478	6 711	14 184	17,9	18,0	15,0	
Irak	119	252	837	1 064	2 328	9,8	7,9	10,9	
Iran	183	735	2 096	8 800	3 974	7,0	17,4	nd	
Pour mémoire :									
France						3,5	3,9	3,9	

Sources : « World Armaments and Disarmament », SIPRI Yearbook 1972.

« The military balance 1980-1981 », ISSR (GB 1980). « Les forces armées mondiales (1976-1977) », Notes et Etudes Documentaires, La Documentation Française (Paris, février 1977).

En dépit de la hausse du prix relatif du pétrole qui a contribué à un gonflement considérable de la valeur du produit intérieur brut, on constate que l'effort militaire des pays de la région s'est maintenu sinon même accentué à partir d'un niveau extrêmement élevé. Comparé au niveau français qui est déjà élevé, l'effort est au minimum deux fois plus intense. La production locale de matériel militaire étant faible, on peut estimer que la croissance de la demande d'importation de ce type de biens a certainement été une des plus dynamiques et des plus importantes.

Le déficit de la balance des autres biens et services, qui contribuait à équilibrer les balances courantes des grands pays de la zone, n'a pas crû aussi rapidement que les excédents commerciaux. Ce résultat provient de mouvements de sens opposé :

— d'une part on constate un accroissement rapide des revenus des investissements et une stagnation des sorties (en partie du fait de la nationalisation des compagnies pétrolières) ;

— d'autre part on assiste à un gonflement du déficit des autres postes, en particulier des transferts privés et publics qui, pour partie, bénéficient aux pays en voie de développement.

Le bilan d'ensemble confirme donc que pour tous les pays de la zone, les capacités financières ont finalement largement excédé les capacités globales d'absorption de chacun d'entre eux.

3 - Les fournisseurs les plus pressés du Moyen-Orient OPEP

Intensité des liens : facteurs historiques et facteurs économiques

L'existence et l'intensité relative de liens commerciaux entre zones géographiques peut tout autant relever de facteurs politico-historiques, géographiques ou culturels, que de facteurs économiques purs. La zone du Moyen-Orient OPEP se trouve à plus courte distance de l'Europe que des Etats-Unis et du Japon. L'autosuffisance énergétique des Etats-Unis jusqu'à la fin des années 60 ne leur créait pas d'obligation particulière, si ce n'est que sur le double plan militaire et économique cette superpuissance avait la volonté et la capacité de contrôler cette zone pour dominer le marché mondial du pétrole et pour apparaître comme le principal protecteur des approvisionnements de l'Europe et du Japon.

L'importance de l'implantation britannique peut être mise sur le compte de son passé de puissance coloniale de la région et sur la présence de longue date des compagnies pétrolières britanniques dans ces pays. L'implantation des autres zones paraît avoir principalement dépendu d'une volonté commerciale délibérée ; c'est le cas de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et des pays alpins.

Si les facteurs politiques interviennent dans l'explication de certains niveaux d'intensité des flux commerciaux, il apparaît que dans la dynamique de moyen terme les variations enregistrées sont l'expression d'une modification des stratégies commerciales et des rapports de forces économiques.

Le Japon devient en 1974 le premier fournisseur

Au cours de la période 1962-1973 on assiste d'une part à un tassement net de la position des anciens pays industrialisés : Etats-Unis, Bel-

gique, Allemagne, Pays-Bas, Italie, îles Britanniques, pays alpins, au profit principalement des zones qui réalisent leur industrialisation : Europe Méridionale sur toute la période, pays d'Asie en développement rapide, Japon et Australie et Nouvelle-Zélande de 1968 à 1973. Dès 1974 le Japon a ravi aux Etats-Unis la place de premier fournisseur.

TABLEAU 7 - Les courants d'exportations vers le Moyen-Orient OPEP

Zone CHELEM (*)	Intensités relatives (**)				Niveau millions de \$ 1978
	1962	1968	1973	1978	
Japon	1,9	1,9	2,2	2,2	9 270
Etats-Unis	1,3	1,1	1,2	1,4	8 151
RFA	1,2	1,2	0,9	1,2	7 247
Îles Britanniques	2,1	2,0	1,7	1,7	5 549
Italie	1,2	1,1	1,0	1,5	3 515
Moyen-Orient OPEP	3,4	2,3	1,1	0,8	3 283
France	0,5	0,8	0,8	0,9	2 856
Asie en développement rapide	0,7	0,7	0,9	1,3	2 486
Pays alpins	1,2	1,2	1,1	1,1	1 626
Europe méridionale	0,5	0,7	1,0	1,1	1 498
Pays scandinaves	0,5	0,5	0,5	0,6	1 386
Europe centrale	0,5	0,5	0,8	0,5	1 335
URSS	0,9	0,9	1,3	0,6	1 315
UEBL	1,0	0,5	0,5	0,6	1 164
Pays-Bas	0,9	0,6	0,5	0,5	1 134
Inde	3,0	4,3	2,8	2,0	929
Autres pays d'Asie	1,7	1,5	1,1	0,8	744
Australie et Nouvelle-Zélande	0,4	0,5	0,8	0,8	624
Chine	0,7	1,5	1,6	0,9	510
Moyen-Orient non OPEP	10,9	15,6	13,0	5,0	470
Canada	0,2	0,1	0,2	0,2	414
Amérique latine	ε	ε	ε	ε	301
Brésil	ε	ε	ε	0,5	259
Afrique du Nord non OPEP	0,7	1,6	0,7	0,7	163
Afrique noire non OPEP	ε	0,7	0,7	0,2	109
Indonésie	ε	ε	ε	0,1	59
Afrique du Sud	ε	ε	ε	ε	20
Algérie et Libye	ε	ε	ε	ε	1

Source : CHELEM-CEPII.

(*) Pour la nomenclature géographique, voir l'annexe sur le découpage géographique à la fin de l'étude.

(**) Pour le calcul des intensités relatives, voir l'annexe n° 1 page 67.

L'affaiblissement des liens avec l'Europe industrialisée s'explique principalement par la priorité donnée au développement des échanges intra-CEE d'une part, intra-AELE d'autre part.

Le choc pétrolier de 1973 provoque un renversement des tendances pour tous les pays industrialisés anciens, tandis que ceux-ci refont le chemin perdu et vont même un peu au-delà, l'Europe Méridionale, le Japon et l'Australie Nouvelle-Zélande marquent le pas. Les perdants sont les pays en voie de développement et les pays de l'Est (cf. chapitre I).

Les « autres pays en développement » subissent un handicap supplémentaire

Le plus grave dans cette évolution provient sans aucun doute de l'appauvrissement relatif des échanges avec les pays en voie de développement les plus proches que sont l'Inde, le Pakistan, le Moyen-Orient non OPEP et le continent africain.

Ces pays avaient déjà des difficultés pour parvenir à financer leur développement et étaient en général contraints de recourir à des emprunts extérieurs. Le premier choc pétrolier a eu deux effets pour eux : l'un négatif puisque, pour la plupart, ce sont des pays importateurs nets d'énergie, l'autre nul car leur offre d'exportation (produits primaires) n'était pas en général adaptée aux besoins des pays de l'OPEP : ils en ont donc été relativement exclus au profit des pays anciennement ou nouvellement industrialisés.

Le plus grand dynamisme commercial : Allemagne et NPI

La demande des pays de l'OPEP s'adresse à des secteurs relativement traditionnels des pays industrialisés, qui souffrent par ailleurs d'un rétrécissement de leurs marchés et d'une sous-capacité de production du fait du ralentissement de la croissance mondiale. De ce point de vue la demande du Moyen-Orient OPEP a plutôt un aspect conservateur que novateur.

En ce sens l'adaptation des pays exportateurs à cette demande est plus significative de leur *dynamisme commercial*, c'est-à-dire de leur capacité à réorienter la destination géographique de leurs exportations et établir de nouveaux circuits de distribution, que de leur dynamisme industriel.

**TABLEAU 9 - Performances relatives à l'exportation
des zones vers le Moyen-Orient OPEP : 1968-1973, 1973-1977**

Zone exportatrice	Gains ou pertes relatifs (**)		Intensité des gains ou des pertes en % du flux de l'année horizon		Niveaux d'exportations 1977
	1968-1973 (1)	1973-1977 (2)	1968-1973 (3)	1973-1977 (4)	Millions de dollars (5)
RFA	- 141	+ 783	- 13,9	+ 17,5	6 161
NPI	+ 154	+ 646	+ 59,2	+ 31,9	2 034
Japon	+ 299	+ 466	+ 22,9	+ 6,3	7 410
Autres CEE (*)	- 81	+ 452	- 10,8	+ 10,1	4 475
France	+ 53	- 123	+ 12,2	- 5,6	2 185
Etats-Unis	- 165	- 181	- 12,6	- 2,7	6 804
Iles Britanniques	- 354	- 246	- 35,0	- 5,6	4 404
Autres pays industrialisés (*)	+ 131	- 324	+ 14,3	- 7,1	4 578
PVD	+ 71	- 1 634	+ 11,3	- 96,0	1 708
Est	+ 188	- 289	+ 214,0	ns	179

Source : CHELEM-CEPII.

(*) Le Danemark est inclus dans la zone « autres pays industrialisés ».

(**) La somme des variations n'est pas nulle, elle correspond principalement aux variations de flux intra-zone du Moyen-Orient OPEP.

On a classé les pays en fonction de l'importance du gain relatif (7) réalisé de 1973 à 1977.

L'Allemagne arrive en tête, ce qui ne peut guère être considéré comme une surprise, mais elle est suivie de près par les nouveaux pays industrialisés qui réalisent la meilleure performance en termes d'intensité. On remarquera d'ailleurs que l'effort des NPI était déjà très intense au cours de la période précédente.

Plus surprenant peut-être paraît le résultat obtenu par les Japonais qui, parvenus à se hisser au premier rang dès 1974, ne viennent qu'en quatrième position pour l'intensité de l'effort.

La France ne parvient pas à faire mieux que les îles Britanniques, performance d'autant plus médiocre que la France a déjà un retard à combler sur cette zone (8).

(7) Pour le calcul, voir annexe n° 2, page 67.

(8) Il convient de rappeler que le matériel militaire est exclu des statistiques douanières.

4 - Les meilleures performances sectorielles

Percée japonaise sur les matériels de transport terrestre et maritime

C'est dans les secteurs de la construction navale, des véhicules utilitaires et des automobiles particulières que se porte l'essentiel de l'effort japonais, aussi bien en termes relatifs qu'en termes absolus.

— *La construction navale* (FV), pour laquelle le Japon ne disposait pas en 1973 d'une position très favorable, est le secteur dans lequel son effort a été le plus important. Le Japon est ici le principal bénéficiaire avec les nouveaux pays industrialisés de la constitution d'une flotte marchande (et notamment pétrolière) dans les pays du Moyen-Orient OPEP. Les deux pays ou zones qui font les frais de cette pénétration sont la RFA, les autres pays industrialisés (Norvège).

— Pour *les véhicules utilitaires* (FU), la RFA parvient à faire jeu égal avec les Japonais au détriment des Etats-Unis et des îles Britanniques.

— Enfin la poussée japonaise sur *les véhicules automobiles* (FT), motos et cycles fait reculer tous les pays industrialisés. Les îles Britanniques sont les plus atteintes.

Renforcement de la position dominante des Etats-Unis pour l'aéronautique civile (FW)

Les Etats-Unis, grâce à leur situation dominante, enregistrent leur gain le plus fort en termes relatifs et absolus dans la construction aéronautique et spatiale. Des deux seuls concurrents notables, la France se maintient tandis que les îles Britanniques reculent.

Bonnes performances des Etats-Unis sur la construction électrique et les appareils de télécommunication

C'est dans ces secteurs que les Etats-Unis réalisent leurs principaux gains, après la construction aéronautique, bien qu'ils soient ici en concurrence vis-à-vis de l'ensemble des pays industrialisés.

Pour le gros matériel électrique (FQ) qui vient en tête, leurs gains relatifs sont pris au Japon et à la France alors que l'Allemagne se maintient.

Pour les appareils et fournitures électriques (FR) les gains sont réalisés par les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et la France au détriment tout d'abord des îles Britanniques — qui avaient en 1973 une position comparable à l'Allemagne et au Japon — et autres pays industrialisés.

Enfin dans le domaine des télécommunications (FN) la France et les îles Britanniques, qui réalisent les efforts les plus intenses, améliorent leurs positions avec les Etats-Unis sur le compte des zones autres pays industrialisés et des autres pays de la CEE.

Puissance de la position de l'Allemagne et de la zone des « autres pays de la CEE » dans la construction mécanique

Dans le secteur des machines pour industries spécialisées (FG) la domination de l'Allemagne est initialement très forte et contribue ainsi à lui fournir mécaniquement l'accroissement le plus fort de ces exportations. La performance de l'Allemagne a ceci de remarquable qu'elle ne se contente pas d'un maintien de sa position ; elle l'améliore encore ; les Etats-Unis et les îles Britanniques lui cédant la place nécessaire.

A la différence du secteur précédent, l'Allemagne n'a pas de position aussi dominante pour les autres catégories de produits où elle se trouve confrontée à tous les pays industrialisés : même dans ce cas, elle parvient toujours à améliorer ses positions ou au minimum à les maintenir.

En particulier dans trois cas elle fait au moins aussi bien (machines pour l'extraction (FF), moteurs et pompes (FC)) sinon mieux (mécanique générale (FB)) que le Japon.

Les îles Britanniques et les Etats-Unis sont les principaux perdants.

Dans l'ensemble les pays de la zone « autres CEE » accompagnent le mouvement de l'Allemagne.

Domination japonaise sur la sidérurgie

Tandis que pour l'acier le Japon renforce sa domination en faisant reculer notamment les pays de la zone « autres CEE » et, dans une moindre mesure la France, les positions japonaises s'effritent sur les produits de la première transformation de l'acier.

France : des efforts trop dispersés

Faute de place et d'intérêt il n'est possible de présenter ici l'ensemble des résultats réalisés par la France dans chacun des soixante-douze secteurs. Mais l'impression générale qui ressort du graphique 3, confirmée par les résultats détaillés par ailleurs obtenus, montre que pratiquement tous les secteurs ont été présents, que beaucoup d'entre eux ont enregistré des gains, mais ces gains (comme les pertes d'ailleurs) sont restés très modestes. Là comme ailleurs il semble que la dispersion sectorielle des efforts, à l'exception du matériel de télécommunication, ait été à l'origine de la modestie des résultats.

En fin de compte, il est probable que c'est pour le matériel militaire, que les résultats ont dû être de loin les meilleurs. Malheureusement les données ne sont pas disponibles.

NPI : une poussée très spécialisée

A l'inverse des PVD, *les nouveaux pays industrialisés* qui ont commencé leur percée commerciale vers les pays industrialisés ont réussi à prendre pied au Moyen-Orient OPEP à partir de positions quasi-inexistantes sauf pour la confection.

Tandis qu'ils progressent sur tous les produits de la filière textile malgré une demande assez peu dynamique, ils concentrent le principal de leurs efforts sur quatre catégories de produits :

BA : le ciment, la chaux et le plâtre (au détriment des autres PVD) ;

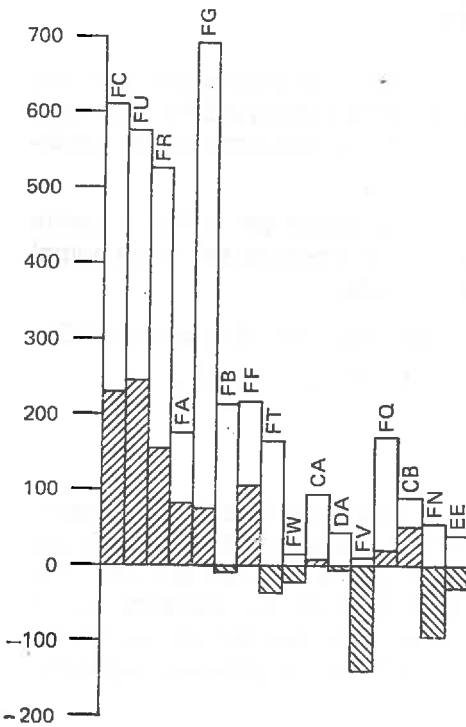
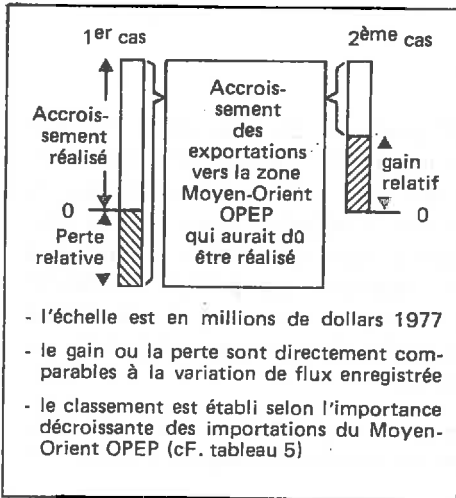
FA : la grosse chaudronnerie (au détriment du Japon) ;

FV : la construction navale ;

KB : les corps gras.

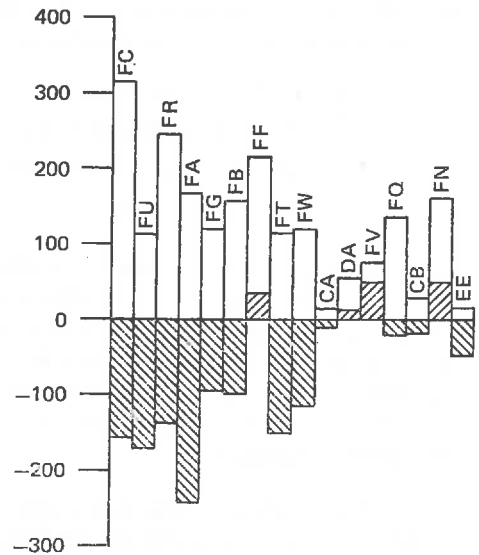
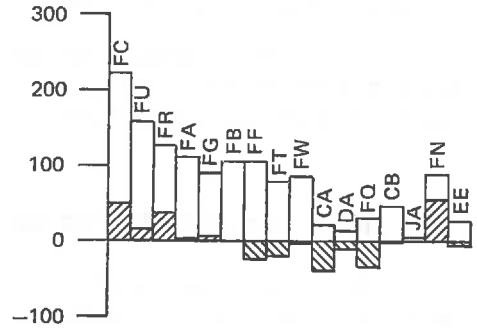
Ainsi que cela a déjà été souligné, les pays en voie de développement profitent peu du boom des marchés à l'importation du Moyen-Orient OPEP. Seules progressions enregistrées, les gains réalisés sur l'acier et les fils et tissus restent malgré tout modestes et ne suffisent pas à compenser les pertes relatives enregistrées dans les autres secteurs : principalement les matériaux de construction et les produits agricoles destinés à l'industrie.

La faiblesse des positions de départ aurait pu sans doute être compensée s'ils avaient eu l'infrastructure commerciale nécessaire. Mais dans ce domaine également leur handicap est grand.



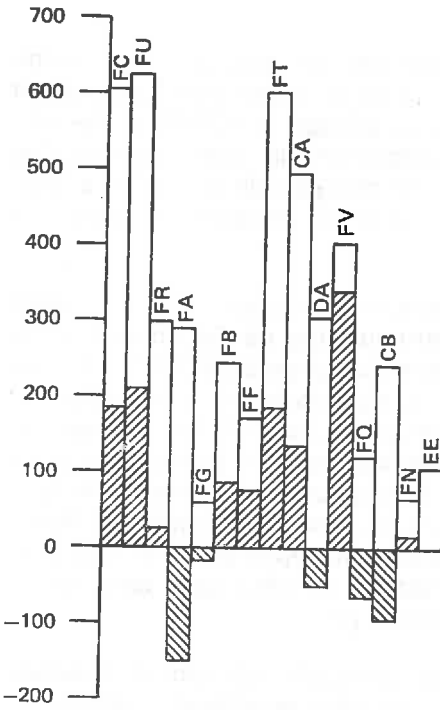
GRAPHIQUE 6 - RFA
vers Moyen-Orient OPEP

GRAPHIQUE 3 - France
vers Moyen-Orient OPEP

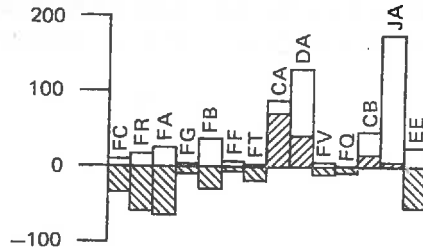
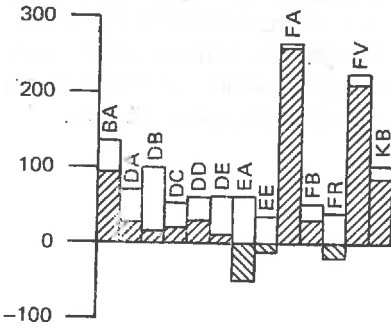
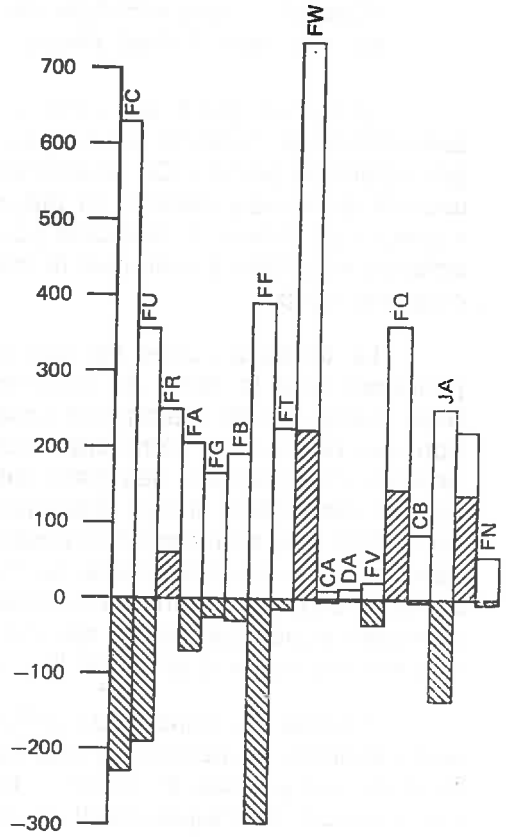


GRAPHIQUE 7 - Iles Britanniques
vers Moyen-Orient OPEP

**GRAPHIQUE 4 - Japon
vers Moyen-Orient OPEP**



**GRAPHIQUE 5 - Etats-Unis
vers Moyen-Orient OPEP**



**GRAPHIQUE 8 - NPI
vers Moyen-Orient OPEP**

**GRAPHIQUE 9 - PVD
vers Moyen-Orient OPEP**

Source : CHELEM.

5 - Conclusion

Nécessité d'une stratégie commerciale de longue haleine sur ces pays à haut risque

Lorsqu'on parle de « chocs » pétroliers, on met, plus ou moins consciemment, l'accent sur l'aspect arbitraire et brutal des hausses du prix relatif du pétrole. De même l'étude des achats de l'OPEP a été trop souvent présentée comme un moyen occasionnel de compensation des « chocs » pétroliers. L'instabilité politique et militaire de la région a bien entendu contribué à renforcer la mise au point de stratégies de vente au coup par coup.

Le terme de choc ne doit pas induire en erreur ; car les chocs pétroliers sont le reflet de tendances structurelles de l'économie mondiale (conquête de l'autonomie économique des pays de l'OPEP, raréfaction des ressources pétrolières mondiales, accroissement inévitable des besoins énergétiques des pays en développement). Si l'on admet cet aspect des choses il faut également admettre que les achats des pays de l'OPEP vont continuer de transformer la structure des courant d'échanges mondiaux. Le dynamisme de ces marchés, aux événements politiques et militaires près, continuera de profiter à certains types de biens (les phénomènes régionaux induits qui ont été laissés de côté dans cette étude doivent contribuer à amplifier le phénomène) (9).

L'étude des achats de l'OPEP démontre également que la demande qui s'exprime correspond à une logique de développement économique relativement précise et stable : les secteurs moteurs sont ceux de la construction, de l'équipement et des biens durables.

L'importance toujours croissante que devraient prendre les achats du Moyen-Orient OPEP pour cette décennie, jointe aux remarques précédentes, montrent la nécessité de renforcer les efforts commerciaux vers cette zone pour quelques catégories de biens judicieusement choisies en dépit des risques élevés qui pèsent sur la stabilité de cette région.

(9) A ce sujet Cf. « The political economy of the middle east : 1973-1978 ». Joint Economic Committee, Washington DC (avril 1980).

Annexe n° 1 : Calcul des intensités relatives d'échange à l'exportation

Les coefficients auxquels on aboutit sont également connus sous les termes de bi-rapports structurels ou de coefficients delta.

On a par définition :

$$\Delta_{ijt} = \frac{V_{ij}}{V_{i.}} t : \frac{V_{.j}}{V_{..}} t$$

avec V_{ij} : le flux d'exportation des pays i vers le pays j pour la période t .

Annexe n° 2 : Calcul des gains et pertes relatifs

L'estimation des performances (cf. tableau 9) a été réalisée grâce à un calcul très simple : on suppose pour chacune des 72 catégories de produits que les parts de marché apparentes (1) restent égales à celles de l'année de base (respectivement 1968 et 1973) puis on multiplie ses « parts » pour chaque catégorie de produits par le flux total d'importations de l'année-horizon (respectivement 1973 et 1977) ; il ne reste plus qu'à comparer le résultat ainsi obtenu aux exportations réelles de l'année horizon.

La sommation des résultats pour chaque pays permet d'estimer la performance relative de chacun (cf. colonnes (1) et (2) du tableau 9). La somme des résultats étant nulle par construction : ce qu'un pays gagne les autres le perdent nécessairement (2).

Si l'on rapporte ensuite le chiffre, calculé pour chaque pays à la masse totale des exportations de chaque pays on obtient une estimation de l'intensité relative de l'effort de chacun d'entre eux (cf. colonnes (3) et (5) du tableau 9).

(1) Puisque le marché intérieur n'est pas expressément pris en compte.

(2) Soit V_{ij}^{rt} le flux d'exportation de i vers j pour le produit r et l'année t .

Le calcul en niveau correspond donc à :

$$\sum_r \sum_{ij} G_{ij}^{rt} = \sum_r \left(\frac{V_{ij}^{rt}}{V_{ij}^{r0}} - \frac{V_{ro}^{rt}}{V_{ro}^{r0}} \right) \times \left(\frac{V_{.j}^{rt}}{V_{.j}^{r0}} \right)$$

\downarrow flux bilatéral de l'année horizon \downarrow flux bilatéral de l'année de base \times \downarrow croissance des importations du marché j

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..